



ÉCONOMIE



LA QUESTION DU JOUR

Comment installer une taxe mondiale sur les banques ?

Pierre-Cyrille Hautcœur

Professeur à l'École d'économie de Paris

La France et le Royaume-Uni ont annoncé mardi le projet d'inscrire dans leurs budgets la taxation des banques, s'associant à l'Allemagne, avant le sommet du G20 qui se tient samedi et dimanche à Toronto.

« Il est justifié de faire payer aux banques qui comportent un risque systémique l'assurance d'être secourues, en cas de problème, par l'argent du contribuable. Pendant la crise financière, les gouvernements ont dû renflouer de nombreuses banques. Étant donné les excès qui ont conduit à cette crise – et les coûts qui en résultent

depuis –, il n'est pas anormal que les banques contribuent, par une taxe, à rétablir les comptes publics ; d'autant qu'actuellement ces banques présentent des résultats positifs, en profitant des taux d'intérêt exceptionnellement bas offerts par les banques centrales.

La taxe pourrait porter sur les bénéfices ou le total du bilan. Deux solutions ne paraissent pas souhaitables. Si cette taxe ne dépasse pas 5 % des bénéfices ou 0,05 % du bilan, elle ressemblerait à un simple geste politique destiné à calmer les opinions publiques. D'autre part, il faut éviter de taxer en une fois : cela ne modifierait pas les comportements bancaires et pourrait fragiliser la conjoncture. La Banque des règlements internationaux est en train de demander aux banques d'augmenter

leurs fonds propres pour limiter les risques de faillite, ce qui est souhaitable mais ne peut s'ajouter à une hausse brutale de la taxation des banques, sous peine de risquer de freiner l'offre de crédit, un des moteurs de la reprise.

La mise au point de cette taxe doit résoudre plusieurs problèmes. Il faudrait que cette imposition soit acceptée par tous les pays pour éviter que les banques ne délocalisent leurs profits dans des pays plus accommodants. Cette taxe devrait aussi concerner les entités financières qui ne sont pas des banques de dépôts, mais qui portent des risques dans leurs activités.

Par ailleurs, on peut envisager de restreindre la taxation aux très grandes banques qui com-

tirent de substantiels bénéfices de leur position dominante. Une taxation progressive serait donc logique, à condition de l'imposer au niveau des groupes bancaires consolidés.

Enfin, la mise au point d'une taxe va se heurter à des lobbys bancaires puissants, surtout dans les pays où cette activité est très développée, comme les États-Unis ou la Grande-Bretagne, mais aussi en France où ils sont proches de l'État. Si le gouvernement français veut faire quelque chose, il doit être prêt à créer une taxe européenne, avec des restrictions d'accès pour les banques extérieures à la zone qui refuseraient un contrôle strict. Je crains qu'il n'ait pas cette volonté. »

RECUEILLI PAR
PIERRE COCHEZ